

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 5 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAVOIE DECHETS

336 RUE DE CHANTABORD
USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY
73024 CHAMBERY CEDEX
73000 Chambéry

Références : 20240716-RAP-Inspection AN24-SavoieDechet-UVETD.docx
Code AIOT : 0006104358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement SAVOIE DECHETS implanté 336 RUE DE CHANTABORD USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY 73024 CHAMBERY CEDEX 73000 Chambéry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVOIE DECHETS
- 336 RUE DE CHANTABORD USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY 73024 CHAMBERY CEDEX 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006104358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat mixte Savoie Déchets exploite à Chambéry une usine d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux, avec valorisation énergétique, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 2024, déclinant les principales dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 (BREF WI – IED).

Cette installation comporte également une plateforme de préparation et de maturation des mâchefers.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	/	Sans objet
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	/	Sans objet
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	/	Sans objet
4	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	/	Sans objet
7	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	/	Sans objet
8	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour but de contrôler la mise en application de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 dont les principales dispositions ont été déclinées dans l'arrêté préfectoral du 19 mars 2023, pour en prendre en compte les spécificités de l'établissement.

Vis-à-vis des prescriptions contrôlées, il a été constaté que l'exploitant présente du retard au sujet des OTNOC, plus précisément quant à la formalisation d'un plan de gestion des OTNOC et de l'évaluation périodique des périodes OTNOC.

Sur ce point il est donc attendu de la part de l'exploitant **sous un délai de 3 mois** :

- **Formaliser et transmettre à l'inspection le plan de gestion des OTNOC répondant aux attendus de l'article 3.5.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.**
Le déclenchement injustifié de période OTNOC (cf. point de constat n°6) devra être traité

dans ce plan de gestion ;

- **Préciser et formaliser les modalités de réalisation de l'évaluation périodique qui devront prendre en compte l'ensemble des éléments de l'article 3.5.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes : 1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ; b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ; 2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ; b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie : - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
Constats : L'UVETD de Chambéry, autorisée par arrêté préfectoral du 19 mars 2023 à traiter dans ses 3 fours d'incinération 14,8 tonnes par heure de déchets non dangereux pour un total annuel de : <ul style="list-style-type: none">• 120 000 tonnes de déchets non dangereux ;• 8000 tonnes (en matières sèches) de boues de station d'épuration urbaines admises dans le flux de fumée ; relève de la rubrique 3520-a de la nomenclature. Elle est à ce titre soumise à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 précité, dont les principales dispositions ont été déclinées dans l'arrêté préfectoral du 19 mars 2023, pour en prendre en compte les spécificités de l'établissement. L'exploitant nous a indiqué en 2023, pendant 22 943 heures cumulées de fonctionnement des 3 fours, avoir traité : <ul style="list-style-type: none">• 113 808 tonnes de déchets non dangereux, soit 4,96 tonnes par heure ;• 21 153 tonnes (matières brutes : siccité de l'ordre de 20% soit 4230 tonnes de matières sèches) de boues, soit 0,92 tonnes par heure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Notas : (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année. (6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de trois analyseurs en continu de mercure, un pour chaque ligne d'incinération. Les valeurs affichées en local et en direct étaient de l'ordre de l'ordre de 0,8 µg/m³. Précisons que la limite journalière en NOC est de 20 µg/m³. Depuis le début de l'année 2024, plusieurs dépassements en concentrations journalières ont été enregistrés. Nous pouvons dénombrer au total 7 dépassements allant de 21 à 115 µg/m³. La ligne 1 compte 5 dépassements au 1 ^{er} juillet 2024. Le temps cumulé d'indisponibilité des 3 dispositifs de mesure du mercure en continu avoisine les 203 heures : <ul style="list-style-type: none">• Ligne 1 : 2 jours et 13 heures, soit 61 heures ;• Ligne 2 : 20 heures ;• Ligne 3 : 5 jours et 2 heures 30 minutes, soit 122 heures et 30 minutes. La procédure QAL 2 des analyseurs de mercure a été effectué : <ul style="list-style-type: none">• en mars 2023 pour la ligne 3 ;• en novembre 2023 pour la ligne 1 et la ligne 2. Les rapports relatifs au QAL 2 précités ont été transmis à l'inspection et justifient de la conformité des 3 analyseurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois. (7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F. PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9). (8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS-ITEQ/Nm3. (9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel le rapport relatif à la surveillance des PCDD/F, PBDD/F ainsi que PCB-dl résultant de mesures effectuées du 20 au 22 mai 2024. Les concentrations calculées sont toutes inférieures aux seuils, lorsqu'ils existent. L'exploitant a indiqué que la prochaine surveillance périodique concernant les paramètres précités est prévue pour décembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
Constats : L'exploitant a indiqué que les émissions atmosphériques durant les conditions autres que normales (OTNOC) étaient surveillées. Toutefois, l'exploitant a mis en service le compteur horaire comptabilisant les heures d'OTNOC au 14 juin 2024. En conséquence, il n'a pu incrémenter les éventuelles périodes OTNOC qu'il a rencontré du 1 ^{er} janvier 2024 au 13 juin. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il régulait son activité pour les rejets atmosphériques en fonction des concentrations NOC. C'est-à-dire qu'en période de OTNOC, les consignes imposées sur les réactifs restent les mêmes, en vue d'atteindre des concentrations NOC. En pratique, l'exploitant à ce jour ne régule pas en fonction des concentrations OTNOC suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Chlorure d'hydrogène (HCl) : $[HCl]_{NOC} = 8 \text{ mg/m}^3$ & $[HCl]_{OTNOC} = 10 \text{ mg/m}^3$• Dioxyde de soufre (SO₂) : $[SO_2]_{NOC} = 40 \text{ mg/m}^3$ & $[SO_2]_{OTNOC} = 50 \text{ mg/m}^3$• Poussières totales (PT) : $[PT]_{NOC} = 5 \text{ mg/m}^3$ & $[PT]_{OTNOC} = 10 \text{ mg/m}^3$ Cela aurait pour effet d'invalider certaines journées en concentrations journalières, ce que confirme

l'exploitant. Pour l'instant, il n'est pas prévu du côté de l'exploitant de faire varier la régulation entre période NOC et OTNOC. En cas de risque d'un nombre de journée invalidée trop élevée, l'exploitant pourrait alors revoir cette stratégie. Cela est vérifié par la transmission des rapports mensuels sur lesquels le nombre de concentrations journalières par paramètre et par ligne restent correctes à ce stade de l'année calendaire.

Observations :

Considérant l'installation au 14 juin 2024 du compteur des heures durant lesquelles l'installation fonctionne en OTNOC, le volume horaire admissible de 250 heures en OTNOC par an et par ligne n'est plus appropriée.

Nous proposons d'adapter le volume horaire en conséquence. Au 14 juin 2024, 165 jours s'étaient écoulés depuis le 1^{er} janvier 2024, sur un total de 366 jours. Cela correspond à 45% de l'année. Le volume horaire maximale du compteur OTNOC par ligne doit donc s'élever à 137 heures ($250 \times (1 - 0,45)$).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

Dans le cadre de la programmation des automates de fonctionnement de l'incinérateur, plusieurs causes ont été identifiées au cours desquelles l'installation passe dans des conditions dites d'OTNOC. Ces causes ont été montrées lors de l'inspection via une capture d'écran du logiciel de l'automate ; nous pouvons recenser les suivantes :

- Démarrage phase 2 / arrêt phase 1
- Mauvaise alimentation déchets – défaut poussoir
- Air primaire en défaut
- Quantité d'air de combustion insuffisante
- Brûleur en défaut (non-respect T2S)
- Perte mesure O2
- By-pass SCR
- Pas d'injection d'urée
- Pas d'injection de charbon actif
- Pas d'injection de bicarbonate de sodium
- Ventilateur de tirage en défaut
- Perte automates

- Pertes air comprimé
- Mauvaise alimentation déchets – défaut grille

Toutefois, en dehors de la présentation du fonctionnement de l'automate qui satisfait à l'exigence de mise en évidence des risques de OTNOC, aucun document « plan de gestion » ne formalise l'ensemble de ces choix.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas recensé en particulier les causes profondes et les conséquences potentielles des OTNOC

Enfin, l'exploitant a expliqué que les OTNOC étaient régulièrement analysées et que certaines causes identifiées seraient revues prochainement. En ce sens, l'exploitant satisfait à l'exigence d'examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées sans pour autant formaliser cette action.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous demandons à l'exploitant de produire et transmettre à l'inspection sous un délai n'excédant pas 3 mois le plan de gestion des OTNOC conformément à l'article 3.5.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
Prescription contrôlée : L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none">- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'après des périodes d'OTNOC, il analysait la cause ayant conduit à ce fonctionnement et la durée. Certaines observations sur des conditions de passage de NOC à OTNOC et inversement ont clairement été identifiées par l'exploitant et ces mêmes conditions sont donc sujettes à évoluer prochainement. D'autre part, lorsqu'une période OTNOC se déclenche, il est indiqué en salle de commande que la ligne concernée est en OTNOC et la cause selon laquelle la période OTNOC s'est déclenchée. Toutefois, l'exploitant a expliqué qu'il peut arriver qu'une ligne bascule en conditions OTNOC sans qu'une cause soit indiquée. Cela laisse plusieurs possibilités : une véritable période OTNOC pour laquelle la cause n'a pas encore été identifiée ou une fausse période OTNOC résultant d'une erreur dans l'automate, comptabilisée dans le compteur. Comme au point de constat n°5, aucun document ne formalise ces actions conduites, ni leur traçabilité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant sous 3 mois les modalités de réalisation de l'évaluation périodique qui devront prendre en compte l'ensemble des éléments de l'article 3.5.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Nous demandons à l'exploitant d'identifier et résoudre les déclenchements non justifiés d'OTNOC, sous un délai de 3 mois : ce point sera abordé dans le plan de gestion des OTNOC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection ses rapports mensuels d'autosurveillance. La lecture de ces rapports ne met pas en évidence d'anomalie particulière sur le respect des concentrations associées aux émissions atmosphériques. L'exploitant n'a par ailleurs pas indiqué être en difficulté sur un paramètre lors de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection ses rapports mensuels d'autosurveillance. La lecture de ces rapports montre qu'aucun dépassement n'a été recensé sur l'ensemble des paramètres depuis le début de l'année 2024. L'exploitant n'a par ailleurs pas indiqué être en difficulté sur un paramètre lors de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite